

Siège :

9 rue du Maréchal d'Ornano  
33780 SOULAC-SUR-MER

☎ 05.56.73.29.26

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES  
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 18 MARS 2021**

**D18032021/065**

PRESIDENT

Xavier PINTAT

ÉTAIENT PRESENTS :  
Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA,  
Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD,  
Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON,  
Jean-Luc PIQUEMAL, Catherine ROBINEAU, Frédéric QUILLET,  
Stéphane MARGALEF, Karine FORGERON, Christian BOURNIGAL, Patrick BURAN,  
Pascale COLMET MARZAT, Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Jean-Yves MAS,  
Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL,  
Jean-Marie REVAILLER, Evelyne MOULIN, Bernard LOMBRAIL,  
Marie-Dominique DUBOURG, Tony TRIJOULET, Liliane DUBOIS, Christine GRASS.

ÉTAIENT REPRESENTES :

Catherine GIANNORSI (pouvoir à Jean-Marc SIGNORET),  
Adrien DEBEVER (pouvoir à Laurent PEYRONDET),  
Jean-Marie BERTET (pouvoir à Tony TRIJOULET),  
Jacques BIDLUN (pouvoir à Christine GRASS).

ÉTAIENT ABSENTS :

Thierry DESPREZ

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSES :

Bernard VILLENEUVE  
Valérie DA COSTA OLIVERA

Membres suppléants remplaçant  
un membre titulaire

Membres suppléants

Dominique JOANNON

SECRETAIRE DE SEANCE :

Liliane DUBOIS

**Objet : MOBILITE : REFUS DE LA PRISE DE COMPETENCE**

**Rapporteur : Franck LAPORTE, 2<sup>e</sup> Vice-Président**

**Vote : UNANIMITE**

En vertu de la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation sur les mobilités, la Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE doit se prononcer avant le 31 mars 2021 sur une éventuelle prise de compétence « mobilité » au sens de l'article L. 1231-1 du Code des Transports, et ce sur son périmètre.

En revanche, il convient de préciser que tous services de transports, excédant le périmètre intercommunal, demeurent de la compétence exclusive de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Aux termes de la loi, la compétence « mobilité » comprend les missions suivantes :

- Service régulier de transport public,
- Services de mobilités actives,
- Service de voiture partagée,
- Service de mobilité solidaire,
- Service de transport scolaire,
- Service de transport public à la demande.

Après cette date du 31 mars 2021 et en l'absence de prise de compétence par l'intercommunalité, seule la région pourra décider de l'organisation de services de transport sur le périmètre du territoire.

Face au déficit de lisibilité sur l'exercice et à l'incertitude sur l'évolution du financement de cette compétence dans les prochaines années, la Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE n'a d'autre choix que de refuser le transfert de la compétence « mobilité ».

A cet égard et compte tenu du caractère fondamental de la question des mobilités pour MEDOC ATLANTIQUE, le Conseil Communautaire déplore cette situation pour les raisons qui suivent.

D'une part, les élus communautaires regrettent le fait que le gouvernement n'ait pas reporté la date de la prise de décision au-delà du 31 mars 2021, après une année impactée par la crise sanitaire, qui a eu pour effet d'écourter et de désorganiser la réflexion sur ce sujet.

D'autre part, la prise de décision par la Communauté de Communes n'a pas été facilitée par le dispositif adopté par la Région Nouvelle-Aquitaine (délibération du 17 décembre 2020) qui introduit une incertitude pour l'avenir en subordonnant un éventuel cofinancement de la Région sur les services de mobilités, à l'absence de prise de compétence par l'établissement public de coopération intercommunale sans engagement sur la durée.

Enfin, une éventuelle prise de compétence « mobilité » par la Communauté de Communes aurait engendré la perte des subventions pour le service de transport scolaire, actuellement géré par délégation de la Région.

Toutefois, eu égard à l'intérêt primordial que revêt la question de la mobilité pour le territoire, situé aux extrémités nord et ouest de la Gironde, la Communauté de Communes confirme son intention de mener à son terme l'élaboration d'un schéma des mobilités du Médoc afin de préserver et défendre ses intérêts dans les discussions avec la Région Nouvelle-Aquitaine. En la matière, elle souhaite qu'une réflexion particulière sur la question de la mobilité, soit poursuivie à l'échelle de l'ensemble des intercommunalités, membres du Parc Naturel Régional du Médoc, compte tenu de son caractère fédérateur pour l'unité du territoire.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- De refuser le transfert de l'exercice de la compétence mobilité au 31 mars 2021,
- D'autoriser le Président à transmettre cette délibération à Madame La Préfète et Monsieur le Président du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine,
- De confirmer la réalisation d'un schéma intercommunal des mobilités, afin de définir les besoins du territoire en matière de mobilité et les faire valoir auprès de ses partenaires.

## LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance
- VU l'avis favorable du bureau communautaire du 4 mars 2021, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- VU l'avis favorable de la Commission des Finances et de la Fiscalité du 15 mars 2021,
- OÙ l'exposé du rapporteur,

### DÉCIDE :

- De refuser le transfert de l'exercice de la compétence mobilité au 31 mars 2021,
- D'autoriser le Président à transmettre cette délibération à Madame La Préfète et Monsieur le Président du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine,
- De confirmer la réalisation d'un schéma intercommunal des mobilités, afin de définir les besoins du territoire en matière de mobilité et les faire valoir auprès de ses partenaires.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 32

Nombre de suffrages exprimés : 36

Vote : Pour : 36 Contre : Abstention :

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC SUR MER, le 18 MARS 2021



LE PRESIDENT

Xavier **PINTAT**  
Maire de Soulac-sur-Mer  
Sénateur Honoraire de la Gironde